



# L'Abcille de la Nouvelle-Orléans.

POLITIQUE, LITTÉRATURE.

PRO ARIS ET FOCIS

SCIENCES, ARTS.

1er Septembre 1827.

NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI, 27 MARS 1909

82me Année.

## LA GREVE A PARIS.

On lira avec intérêt l'article que publie le *Temps* sur la récente grève des employés des Postes et Télégraphes à Paris, à la date du 14 mars.

Nous avons signalé à plusieurs reprises l'effervescence qui se manifestait parmi le personnel du central télégraphique au sous-secrétariat des postes et télégraphes, rue de Grenelle, No 103. Le 9 février, on se le rappelle, les télégraphistes se livrèrent à une manifestation contre M. Simyan, parce qu'il voulait les obliger, au moment où ils quittent le service, à inscrire sur une "fiche" le nombre d'heures de présence effectuées. Ils avaient faites et le nombre de dépêches qu'ils avaient individuellement transmises. Depuis lors, de nouveaux incidents, moins graves cependant, s'étaient produits.

Cette agitation, causée d'abord par des questions de service, était entretenue par le mécontentement éprouvé par tous les agents de l'administration des postes au sujet des conditions nouvelles de l'avancement. Ils estiment que le "biennium", c'est-à-dire l'avancement par tiers—un tiers au choix, un tiers au demi-choix, un tiers à l'ancienneté—lèse leurs intérêts.

Pour toutes ces raisons, le bureau central télégraphique, où couvait depuis quelque temps une assez vive effervescence, était désigné comme le théâtre tout préparé d'une manifestation pour des postiers surexcités. Et c'est ainsi qu'au soir, des ambulants sortaient d'un meeting et des délégués de l'Association générale sortant du ministère des travaux publics, sont allés dans ce bureau se livrer à une démonstration tumultueuse dans laquelle ils ont entraîné les télégraphistes.

Les locaux ayant été envahis, il a fallu les faire évacuer par la police. De violentes bagarres se sont produites au cours de laquelle M. Lépine, préfet de police, a été contusionné. Mais la contusion est insignifiante. Elle a été tout à fait involontaire de la part de ses auteurs. C'est en prenant la fuite que les employés ont fermé brusquement la porte derrière laquelle se trouvait M. Lépine qu'aucun d'eux n'avait aperçu.

Le service sur de grandes lignes télégraphiques, notamment sur celles de Vienne, de Berlin, de Rome, de la Belgique, de la Hollande, a été momentanément interrompu.

Voici le point de départ de ces incidents.

Le groupe des agents des postes ambulants avait organisé, hier dans l'après-midi, une réunion dans la salle Wisney, qui de la Raspée, pour protester à nouveau contre le "biennium". Quatre cents environ y assistèrent. Après avoir entendu divers orateurs qui critiquèrent le nouveau mode d'avancement et qui signalèrent des vexations auxquelles ils se disent en butte depuis quelque temps, ils décidèrent de se rendre devant le ministère des travaux publics.

Nous irons appuyer par notre présence, avait dit un orateur, les délégués de l'Association générale des agents des postes, télégraphes et téléphones, qui doivent aller demander à M. Barthou la suppression du "biennium".

La sortie s'opéra sans tapage. Pas un cri, aucun geste qui pût attirer l'attention de la police. Les manifestants suivirent, par petits groupes, les quais de la Seine, traversèrent le pont Sully et s'engagèrent sur le boulevard de Saint-Germain. Ils rencontrèrent la délégation de l'Association générale qui revenait du ministère des travaux publics.

Les manifestants questionnent M. Subra, le chef de cette délégation. Celui-ci raconte en quelques mots l'entrevue avec le ministre. M. Barthou a gardé les délégués environ une heure dans son cabinet. La conversation, commencée à quatre heures, s'est prolongée jusqu'à cinq heures. Mais ces longs pourparlers n'ont pas eu le résultat espéré par les délégués : la circulaire sur le "biennium" ne sera pas rapportée. M. Simyan s'y oppose d'une façon absolue.

—Alors, manifestant devant le ministère? crient plusieurs agents.

M. Subra essaye de les détourner de ce dessein. Comme les délégués se rendent au siège de l'Association, à l'hôtel des Sociétés savantes, pour rédiger une note pour la presse sur l'entrevue avec le ministre des travaux publics, ils engagent les groupes à les suivre : on tiendra une réunion où l'on discutera sur la situation.

Mais les ambulants ne veulent rien entendre. Ils continuent leur route en rangs pressés. Devant le ministère des travaux publics, ils ont la surprise de se trouver en présence d'un barrage de gardiens de la paix. Ils se divisent alors en petits groupes, et réussissent à s'échapper à travers les agents et à gagner les abords de la Chambre des députés.

Là, ils commencent à pousser des cris. Sur l'air des "Lampions", ils chantent : "Conspuez Simyan! Conspuez!" Ils s'échauffent à tel point qu'ils finissent par vouloir forcer les grilles du Palais Bourbon. Mais ils sont repoussés par la police.

Aors ils prennent la direction du bureau central télégraphique. Mais à l'angle des rues Casimir Perier et de Grenelle, ils se heurtent de nouveau à des gardiens de la paix qui, cette fois, sont en force. Tous leurs efforts pour passer n'aboutissent qu'à provoquer des bagarres, au cours desquelles sept arrestations ont été opérées.

M. Subra, qui n'a pas suivi les manifestants à la Chambre des députés, mais qui est revenu sur ses pas pour les rejoindre lorsqu'il a été informé de la tournure que prenaient les choses, parait à ce moment. Il demande à plusieurs reprises à l'officier de paix de vouloir bien l'accompagner, lui et quatre de ses camarades, auprès de M. Simyan pour essayer d'arranger les choses. Pendant l'envoi de cette délégation, les manifestants attendent dans le calme. Mais l'officier de paix répond qu'il ne peut se prêter à cette démarche.

Pendant ces pourparlers, un grand nombre d'ambulants réunissent, en faisant un détour par la rue de Champagne, à tourner les barrages de police et à gagner l'hôtel du central télégraphique dont ils envahissent la cour. A ce moment des télégraphistes qui viennent prendre leur service à sept heures se mêlent à eux.

Comme ils crient : "Conspuez Simyan!" et mènent grand tapage, les télégraphistes qui se trouvaient dans les bureaux se mettent aux fenêtres : "Descendez!" leur crient-ils. Ils répondent : "Montez plutôt!"

Les plus audacieux se précipitent immédiatement dans les escaliers, voulant envahir tous les étages.

Mais voilà qu'ils rencontrent au premier étage MM. Bordelongue, directeur de l'exploitation télégraphique, et Doumaison, chef du poste central, qui toutes deux essaient de les calmer.

—Invitez M. Simyan à faire lâcher nos camarades, sans quoi nous ne partons pas.

Le directeur déclare qu'il va faire le nécessaire, si on reste calme. Mais la manifestation de vient, au contraire, plus violente. Les employés s'y font cause commune avec les envahisseurs, le tumulte devient épouvantable.

On entend le "Internationale". Des coups de sifflet alternent avec les cris de "Démission! démission!" Les sal es de travail sont envahies.

M. Bordelongue, debout sur une table, essaye de montrer le danger d'une pareille attitude.

—Ne nous donnez point, s'écrie-t-il, le triste spectacle de voir nos bureaux envahis par la police.

Mais les manifestants n'entendent rien.

—Nos camarades, nos "compains", ou nous mettons tout en miettes!

D'ailleurs, des membres du conseil de l'Association générale engagent les camarades à ne pas quitter la place tant que les agents armés ne seront pas relâchés.

A ce moment, comme on commence à enlever les fiches téléphoniques, quelq'un crie : "Voilà la police!"

## La bagarre du Central Télégraphique.

Nous avons demandé à M. Simyan de vouloir bien nous préciser ce qui s'était passé au bureau central télégraphique, et voici le récit qu'il nous a fait :

J'avais assisté dans l'après-midi à l'audience accordée par le ministre des travaux publics à une délégation de l'Association générale qui venait exposer les revendications des agents, revendications dont vous avez donné le détail en rendant compte des diverses réunions corporatives organisées par l'A. G.

Vers 5 heures et demie, j'étais revenu rue de Grenelle, à mon bureau, puis j'étais rendu à la Chambre. Comme je regagnais la rue de Grenelle, on m'avisa que les ambulants avaient organisé dans la cour du central télégraphique une manifestation. Je crus d'abord qu'il s'agissait d'une agitation anodine, comme celle qui s'était déjà produite dans ces bureaux il y a quelques jours. Je crus d'autant mieux qu'ayant demandé à un officier de paix qui dirigeait le service d'ordre de me renseigner, j'appris de sa bouche que les manifestants avaient quitté la cour du central et s'étaient éloignés.

Il n'en était rien, et je fus peu après mieux informé par le préfet de police lui-même. M. Lépine vint me dire qu'au contraire les ambulants et les délégués de l'A. G. étaient montés dans les services du central télégraphique et y étaient encore. Immédiatement je me rendis dans ce bureau avec le préfet de police pour juger de la gravité de ce mouvement révolutionnaire et le réprimer dans la mesure de mes moyens et de mon autorité.

Les manifestants avaient en effet pénétré dans les siles du central et excitaient au désordre le personnel. Je donnai l'ordre de faire évacuer les bureaux, et je dirigeai moi-même les agents, avec le préfet de police. On réussit, non sans peine, à expulser les perturbateurs et le personnel du central des premières siles ; mais dans la salle réservée aux communications télégraphiques avec l'étranger, les manifestants tentèrent d'élever une sorte de barricade avec des chaises pour obstruer la voie traversée de chaque côté de laquelle s'élevaient les appareils télégraphiques. Entre temps, ils avaient enlevé un certain nombre de fiches qui établissent les communications, fait heureusement sans grande importance pour la marche du service, car nous avons des fiches de rechange qui peuvent aussitôt remplacer celles qui viennent à manquer.

En même temps, de la rousse qui centralise les communications avec l'étranger, les mutins détachèrent d'autres fiches. Mais celles-ci sont fixées à l'aide d'un cordon ; elles ne peuvent donc être enlevées complètement, et cette manœuvre n'eut d'autre résultat que d'interrompre le service télégraphique, qui d'ailleurs ne pouvait fonctionner par le fait même de la manifestation.

Entre temps, nous mettions de côté les obstacles dressés devant nous et nous refusions enfin les mutins dans la salle réservée à la télégraphie officielle. Là, les perturbateurs s'enfermèrent, barricadant les portes. Il fut nécessaire de les enfoncer. Les arrestations que vous connaissez eurent lieu, et enfin force restant aux représentants de l'ordre, la manifestation prit fin.

Nous demandons à M. Simyan si les dégâts causés sont importants :

—En aucune façon, nous dit-il. On n'a rien cassé, rien démonté dans les appareils. Les conséquences des actes de sabotage sont à peu près insignifiantes, puisqu'on a pu aussitôt y remédier. Elles consistent en des retards plus ou moins longs dans la transmission des dépêches. Ce qui est plus grave que tout cela, c'est le mouvement de révolte auquel des agents d'un service de l'Etat se sont abandonnés.

—A quelles causes attribuez-vous cette agitation?

—A l'état d'esprit manifestement révolutionnaire d'une partie du personnel. La manifestation d'hier est un acte d'anarchie dont la prétendue affaire des fiches a été le prétexte. Les ambulants, jusqu'à ce jour, avaient été à la

## Ma Jeune Soeur

**"Suivit Mon Conseil"**

"Ma jeune soeur suivit mon conseil," écrit Mme Mary Hudson, de Eastman, Miss., "qui était de prendre Cardui." "Elle demeurait avec moi et allait à l'école. Pendant cet été elle eut d'horribles souffrances, de sorte qu'on maitu je lui fis prendre quelques doses de Cardui qui la soulagèrent immédiatement.

"Le printemps dernier, j'eus des douleurs atroces et Oh! que j'étais faible. J'étais si malade, que je paraissais devoir mourir. Comme le médecin ne me faisait aucun bien, je le quittai et je commençai à prendre



Mme MARY HUDSON  
Eastman, Miss.

Cardui. Je crois que la première bouteille me fit du bien. Je suis maintenant en meilleure santé que je ne l'ai été, depuis que je me suis mariée, il y a trois ans.

Toute jeune fille et toute femme a besoin de Cardui pour résister aux conditions peu naturelles de la vie moderne, qui causent irrégularités, douleurs, sensations pénibles, maux de tête, douleurs au dos, et affections semblables des femmes. Cardui est sûr, digne de confiance, scientifique. Son succès date de 50 ans. Essayez-le! En vente partout.

**PRECIEUX LIVRE** Demandez par écrit le Livre de 64 pages illustré, "Home Treatment for Women," décrivant les symptômes des Maux de Femme et donnant de précieux avis sur la santé, l'hygiène, la diète, les médicaments, etc., pour les femmes. Expédié gratis, franc de port. Adresse: Ladies' Advisory Dept., The Chattanooga Medicine Co., Chattanooga, Tenn.

**GRATIS**

## Prenez CARDUI

### DEPECHEES Télégraphiques

**Castro s'embarque à Paullac.**

Bordeaux, 26 mars.—L'ex-président Castro, qui est arrivé hier soir à Bordeaux, a été informé, aujourd'hui, par un agent de la Compagnie Générale Transatlantique qu'il ne serait pas autorisé à se rendre jusqu'au Venezuela sur un des vapeurs de la Compagnie et qu'il devrait débarquer dans un port des Antilles.

Cette information a plongé Castro dans la plus violente colère et il s'est écrié :

"Si je suis un criminel, pourquoi mes accusateurs n'ont-ils pas le courage de me laisser débarquer au Venezuela, où je pourrais me défendre?"

"Je ne demande que d'être traduit devant un tribunal impartial. Le refus de Gomez de me voir rentrer à Caracas prouve simplement qu'il a peur de moi."

Les protestations de Castro n'ont produit aucun effet sur les agents de la Compagnie transatlantique qui ont refusé de lui donner un billet au delà de Port d'Espagne, Trinidad.

De retour à son hôtel l'ex-président a eu un long entretien avec M. Roy, agent d'une fabrique d'armes.

On suppose qu'il a conclu un marché pour l'achat d'une certaine quantité de fusils et l'on ne doute pas que sitôt rentré aux Antilles il se cherche à organiser une révolution.

Castro est parti dans le courant de l'après-midi pour Paullac, où il s'est embarqué sur le vapeur "Gusdeloupe", à destination des Antilles.

**M. Russell rentre à Caracas.**

Caracas, Venezuela, via Port d'Espagne, 26 mars.—M. W. Russell, ministre des Etats-Unis au Venezuela, a remis ses lettres de créance au président Vincente Gomez. M. Russell avait quitté Caracas au mois de mai dernier au moment où les relations étaient tendues entre les Etats-Unis et le Venezuela.

**Dans le Kentucky.**

Frankfort, Ky., 26 mars.—Le gouverneur Wilson a annoncé aujourd'hui qu'une récompense de 100 dollars serait donnée à toute personne qui dénoncerait les individus coupables de semer des mauvaises herbes dans les plantations de tabac.

**Les funérailles du détective Petrosino.**

New York, 26 mars.—Tous les préparatifs sont terminés pour les funérailles du détective Petrosino, assassiné ces jours derniers à Palermo.

Le cercueil contenant la dépouille mortelle du détective est ramené aux Etats-Unis par un vapeur de la ligne Cunard, qui arrivera à New York dans les premiers jours de la semaine prochaine.

Le corps de police de New York, au grand complet, prendra part aux obsèques du détective qui a succombé dans l'accomplissement de ses fonctions.

**Nomination du directeur de poste d'Ada.**

Washington, 26 mars.—M. Robert L. Bronks, a été nommé, au jour d'hui, directeur du bureau de poste d'Ada, paroisse Grant, Louisiane.

**Drame conjugal.**

Nashville, Ark., 24 mars.—Après avoir écrit une lettre dans laquelle il annonçait qu'il ne pouvait plus supporter ses troubles domestiques, S. Cruswell, un fermier des environs de Nashville a fait feu sur sa femme et sur un voisin accouru au secours de cette dernière, puis s'est fait sauter la cervelle.

Cruswell est mort sur le coup. Sa femme et le voisin sont grièvement blessés.

**Inondie d'une gare**

Dallas, Texas, 26 mars.—Un incendie a détruit aujourd'hui la gare de Grande Prairie, une et ton sur la ligne du Texas et Pacifique.

Plusieurs bâtiments voisins de la gare ont été endommagés par qu'il s'agit de flammes.

Les meubles dans la bâtisse Nos 610-612 rue du Canal, ont été endommagés par l'eau. Le dommage est faible, cependant nous ne pouvons pas les faire transporter à notre magasin de la rue Royale, parce que nous ne vendons pas de marchandises avariées. Le stock entier sera vendu sans égard au prix. M. SAM STERN a été engagé par nous comme encanteur et a reçu l'instruction formelle de vendre sans limite ou réserve. Les marchandises comprennent des articles des plus grands manufacturiers de l'Europe et de l'Amérique, aussi bien qu'une grande quantité de meubles à bon marché et de moyenne qualité. **VENTE SANS LIMITE OU RESERVE AU COMPTANT OU SUR BILLET NEGOCIABLE APPROUVÉ — QUATRE VINGT-DIX JOURS.**

SAM STERN, Encanteur.

## THE PHOENIX

**610-612 RUE DU CANAL.**

N. B.—Aussi nombre de belles peintures d'un artiste distingué, légèrement endommagées. Egalement un lot de modes.

## D. MERCIER'S SONS

Les marchands renommés par la modicité des prix de leurs articles et la loyauté dans leurs transactions commerciales.

Vêtements costumés, Chapareux et Articles de toilette pour messieurs et enfants.

Le magasin est ouvert le samedi soir jusqu'à dix heures, et fermé le dimanche. Coin des rues Dauphine et Bienville, à deux blocs de la rue du Canal, 2me District, cin mariés.

## Certains Pianos Vendus à \$4.00 et \$5.00 par mois chez GRUNEWALD

Pianos achetés, réparés, accordés, polés, échangés, etc.

## LAZARD'S

Les Mères qui veulent des enfants mis avec recherche devraient voir nos nouveaux

### COMPLETS de Printemps pour GARÇONS

Vêtements spéciaux de tailleurs, en gris, brun, à rayes, à carreaux et du nouveau genre d'habits droits. On peut dire en toute sûreté que vous ne savez pas ce qu'est l'économie de linge si vous n'avez pas fait d'achats dans notre département d'Enfants.

E. LAZARD CO., Ltd.  
604-606 Rue du Canal.